

Une foule de nouveaux débouchés s'ouvriront alors non seulement pour les pays membres de la Communauté européenne, mais pour tous les partenaires commerciaux de ces pays.

Mais je vous rassure: la Grande-Bretagne n'a pas l'intention d'éliminer les barrières avec le reste de l'Europe pour permettre qu'elles se dressent entre l'Europe et ses autres partenaires commerciaux.

Le Canada et les États-Unis ouvrent la voie avec leur Accord de libre-échange, accord que les participants au Sommet économique ont applaudi.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Thatcher:** Je crois savoir que cette question est un sujet de controverse à la Chambre des communes. Je dirai simplement que je ne sous-estime pas le courage dont le Canada fait preuve en s'associant à un voisin d'une telle taille. Mais fort de l'expérience de la Grande-Bretagne qui s'est jointe à la Communauté économique européenne, le Canada n'a vraiment pas à craindre de compromettre de quelque façon que ce soit son identité nationale. Quinze ans d'appartenance à cette Communauté n'ont rien enlevé au caractère britannique de notre peuple, ni à la fierté que lui inspirent son histoire et son indépendance. Qui plus est, le protectionnisme n'est pas une bouée de sauvetage destinée à permettre à une économie de se maintenir à flot. C'est plutôt un boulet qui vous entraîne au fond et qui pénalise les consommateurs comme les travailleurs. On ne saurait encourager la médiocrité sans en payer le prix; on finit par perdre cet avantage compétitif qui permet de se tailler une place sur les marchés étrangers et de juguler la hausse des prix à l'intérieur.

Nous nous sommes engagés, au Sommet économique, à nous pencher sur un autre grand problème mondial. En effet, le secteur agricole devra rétablir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande. Autrement, les agriculteurs n'auront pas confiance en l'avenir.

Regardez ce qui se passe à l'heure actuelle. C'est la surenchère des subventions entre divers pays. Les agriculteurs japonais touchent huit fois le cours mondial pour le riz qu'ils produisent. Aux États-Unis, en 1986, un État a bénéficié à lui seul de plus de prêts et d'autres formes d'aide de la part du gouvernement américain que tous les pays d'Afrique réunis n'en ont reçu de la Banque mondiale. En Europe, le montant des subventions par vache est plus élevé que le revenu individuel annuel de la moitié de la population du monde.

● (1130)

Même le Canada n'est pas au-dessus de tout reproche—quoique je profite de l'occasion pour vous dire à quel point je sympathise avec vos agriculteurs qui pâtissent tellement de la sécheresse.

Comme l'a déjà dit Abba Eban, l'Histoire nous enseigne que les hommes et les pays se comportent avec sagesse une fois que toutes les autres possibilités ont échoué. Eh bien, dans le secteur agricole, nous avons épuisé toutes les autres possibilités. En Europe, nous avons tenté une amorce de solution en réduisant les excédents et les réserves, ce qui a parfois donné des résultats étonnants.

À Toronto, nous avons tous convenu que la fixation de buts réalistes dans la réduction équitable des subventions dans tous

nos pays était un gage de progrès, le gage d'un avenir meilleur pour nos agriculteurs, de meilleurs prix pour nos consommateurs et d'espoir pour le tiers monde dont les marchés sont injustement saturés de nos excédents subventionnés.

Monsieur le Président, nous tous ici présents avons le privilège de participer activement aux affaires gouvernementales et politiques à une époque d'espoir où s'offrent à nous des espoirs et des perspectives sans précédent dans les relations Est-Ouest. Le sommet récent qui a réuni à Moscou le président Reagan et M. Gorbatchev a été un succès historique. C'est un nouveau chapitre qui s'ouvre dans l'histoire des relations Est-Ouest.

Nous devons ce succès au président Reagan, qui a su faire preuve de fermeté et se tenir fermement à ses convictions. Nous le devons aussi à M. Gorbatchev qui, doué d'une rare perspicacité, s'est rendu compte que le communisme était incapable d'assurer le niveau de vie, les services sociaux et les progrès technologiques que ses auteurs avaient promis.

Il a eu la largeur de vues et la détermination nécessaires pour se lancer dans une voie qui, grâce à la mobilisation des sens des responsabilités individuelles et de l'initiative, sera très fructueuse. Ce ne sera pas facile pour l'Union soviétique et ses alliés de l'Europe de l'Est. Ceux qui s'engagent dans de grandes entreprises n'ont jamais la tâche facile, mais il est dans notre intérêt et dans l'intérêt du peuple soviétique qu'il atteigne son objectif.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Thatcher:** C'est toute l'humanité qui profitera d'un rayonnement accru de la liberté. Les fondements de ce nouvel espoir dans les relations Est-Ouest n'ont pas été jetés ces derniers mois. Ils sont le résultat de quatre décennies de détermination des gouvernements et des peuples au coeur du monde occidental—aux États-Unis, en Grande-Bretagne et bien sûr au Canada—à défendre la liberté, la justice et la démocratie, à tout prix et quels que soient les efforts nécessaires.

Nous commençons maintenant à en récolter les fruits avec l'accord sur la réduction des forces nucléaires de portée intermédiaire et le retrait soviétique d'Afghanistan. Aurait-on pu prévoir de tels résultats la dernière fois que j'ai pris la parole en cette Chambre, il y a cinq ans?

Les signaux les plus prometteurs qui nous viennent d'Union soviétique suscitent bien sûr des questions dans l'esprit des gens: ne pourrions-nous pas prendre une chance? Avons-nous besoin de maintenir le niveau actuel de nos dépenses militaires? Le temps n'est-il pas venu de baisser la garde? Monsieur le Président, rien ne serait plus dangereux.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Thatcher:** Premièrement, nous ne pouvons pas fonder notre défense sur l'espoir. Nous ne pouvons la fonder que sur la réalité et la réalité, c'est que les dépenses militaires soviétiques continuent à croître et que Moscou ne cesse de moderniser et d'améliorer ses armements dans tous les domaines. L'effectif des forces soviétiques dépasse de loin ce dont le pays a besoin pour se défendre.

Deuxièmement, nous ne savons pas si M. Gorbatchev réussira à imposer ses politiques. Les vieilles habitudes ont la vie dure et, jusqu'à présent, peu d'indices prouvent vraiment que la politique étrangère soviétique a changé à long terme. Nous